

leur indiqua une cachette où la défunte avait enfoncé 7,000 fr. qu'il aurait pu s'approprier d'autant plus facilement, qu'il était sur le point de se rendre acquéreur de la maison mortuaire. Cet honorable citoyen voulait se dérober aux éloges, et c'est malgré lui que son nom a été livré à la publicité.

RUSSIE.

— On lit dans *l'Ami de l'Ordre* :

« Je vous ai promis quelques détails sur une grave maladie dont l'empereur de Russie paraît être affecté. Cette nouvelle n'entrera pas facilement dans le domaine public, tant on tremble de la mettre en circulation et même de s'en entretenir dans le pays où règnent le czar. Il n'en est pas moins vrai que des confidences particulières sont arrivées là-dessus jusqu'à Paris, et que cela repose sur des données qui viennent de bonne source. Voici donc ce que l'on croit savoir avec quelque certitude :

« L'empereur Nicolas ayant chargé son principal médecin d'étudier le caractère d'une indisposition dont il se plaignait et s'inquiétait, l'homme de « Part n'a pas cru devoir lui dissimuler l'importance de son mal. Il ne « s'agit de rien moins, à ce qu'il paraît, que d'une décomposition du sang « qui se tourne en lymphé avec un alarmant progrès. »

CHINE.

— Nous recevons de Macao, à la date du 19 Avril, la nouvelle suivante :

« Les Anglais sont en marche sur Pékin. Ils sont près de Nankin. Cette expédition se compose de 18,000 hommes de débarquement, de 40 vaisseaux, de 70 de transport et de 20 bateaux à vapeur.

« MM. Daguin et Privas, missionnaires-lazaristes, sont entrés dans l'intérieur de la Chine. Ils ont été transportés sur les côtes de la Chine par l'*Erigone*, frégate de l'État.

Parmi les nouvelles nominations consulaires récemment signées, nous devons particulièrement signaler et louer celle de M. le comte de Raiti-Menton, qui passe du consulat de Damas à celui de Canton. Ce dernier vaut quarante mille francs de traitement et a acquis une grande importance politique, depuis les événements de la guerre Anglaise en Chine.

Par cette distinction, M. Guizot a prouvé qu'il partageait l'opinion publiquement exprimée par M. Thiers sur le bon droit, le courage, la dignité et la persévérance de la conduite de M. de Raiti-Menton dans l'affaire des juifs meurtriers du Père Thomas. En appelant notre consul de Damas, à servir la France dans un poste plus important, le gouvernement le venge, comme il convient, des odieuses attaques du *Journal des Débats* qui, dans l'affaire de l'assassinat du Père Thomas, a si indignement trahi les intérêts de la religion et de notre nationalité.

— On lit dans le *Times* :

« On dit qu'un parti politique très-puissant en Chine a fait aux autorités britanniques des ouvertures, dont l'objet serait de prononcer la déchéance de l'empereur et de changer la forme du gouvernement ainsi que la constitution de l'État. Si la révolution s'accomplissait, on ferait avec la Grande-Bretagne un traité d'amitié, et l'on établirait entre les deux pays des relations politiques et commerciales. »

TEXAS.

— Les nouvelles de ce pays annoncent qu'on y fait de grands préparatifs pour repousser l'invasion Mexicaine. Le 14 Octobre, 800 Texans étaient rassemblés à San Antonio de Bexar, où le général Rusk devait arriver avec 500 hommes de plus. On pensait que, le 20 Octobre, un corps de 2,000 hommes serait prêt à marcher sur le Rio-Grande. Le 3 Octobre, le président Houston a adressé aux troupes un discours dans lequel il leur a dit que la devise du Texas devrait maintenant être "go ahead" "en avant !" et qu'il fallait se préparer au combat. Il a ordonné que l'on marchât sur le Rio-Grande, et au-delà s'il le faut. Le rendez-vous général était à San Antonio pour le 25.

Extrait de la *Correspondance politique du Courrier des Etats-Unis.*

Paris, 16 octobre 1842.

Cette première quinzaine d'octobre a été, en Europe, entièrement vide d'événements politiques, et, en désespoir de cause, les journaux se sont vus réduits, soit à exploiter en grand le *canard*, soit à se livrer à des conjectures à perte de vue, soit à se chercher querel' les uns aux autres. Dans un accès de franchise, un journal s'est laissé aller un jour à avouer que lorsque la presse va mal, et n'a rien à dire, c'est lorsqu'un peuple est à l'état normal; son gouvernement fonctionne alors comme un mécanisme ingénieux et savant, dont tous les engrenages, en corrélation mathématiquement exacte, font entendre d'autant moins de bruit que tous les frottemens ont été plus soigneusement prévus et évités; mais le silence est-il donc toujours le signe du travail harmonique? et n'y a-t-il pas aussi le silence de la tombe, le silence d'une lâche oisiveté? N'arrive-t-il pas quelquefois que, de déceptions en déceptions, un peuple en vient à s'*ennuyer* de la vie politique, et de ses agitations? La nation française n'est pas encore, grâce à Dieu, descendue jusques-là.

Le nouveau tarif de droits, adopté par l'Union américaine, a excité, comme on doit s'y attendre, de vives réclamations en France. Bordeaux, les départemens vinicoles, et le commerce de la soierie, dont Lyon est le centre, ont fait entendre leurs doléances. On a parlé de représailles. Malheureusement, ou heureusement, parler d'exécuter des représailles est plus facile que d'en faire qui soient véritablement profitables à la nation qui les exerce. Les tarifs sont une arme terrible dont le maniement blesse souvent la main maladroite qui s'en sert. Il n'y a peut-être pas un seul peuple dans le monde en-

tier à qui le régime de la liberté commerciale absolue pourrait être profitable de tous points; mais aussi l'excès du système prohibitif peut amener le peuple à un état d'isolement, d'individualisme, mortel pour tous. Les Etats-Unis sont, de toutes les nations, celle qui, jusqu'à un certain point, serait en position d'échapper à l'exagération du système protecteur, parce qu'elle est placée dans des conditions géographiques et commerciales qui lui donnent toutes les productions et toutes les industries. Le nord de l'Union peut traiter avec le midi toute espèce d'échanges. De Boston à New-Orléans, vous avez un cabotage qui équivaut à notre navigation au long cours; en outre, vous êtes détenteurs d'une denrée dont la consommation est une nécessité première pour l'Europe, le coton et dont l'Europe n'a pas encore trouvé à s'approvisionner en quantité suffisante nulle part ailleurs. Jusqu'à un certain point, il est permis de dire que les Etats-Unis peuvent se passer de l'Europe, et non l'Europe des Etats-Unis.

Il a été pourtant proposé, en France, une mesure qui, si je ne me trompe, pourrait porter un coup funeste au commerce américain, ce serait la création de vastes entrepôts aux Antilles françaises. A ces entrepôts, seraient accordés des privilèges commerciaux tels qu'ils pussent détourner vers la Martinique et la Guadeloupe les marchandises Européennes qui, maintenant, sont dirigées vers New-York, pour de là se distribuer sur les marchés secondaires de Cuba, Porto-Rico, le Mexique, Haiti, etc. Cette idée a été développée avec étendue dans une livraison de la *Revue de Paris* et discutée dans la presse quotidienne. Sa prise en considération, par le gouvernement, dans un avenir prochain, n'est pas improbable.

De vives et de nombreuses plaintes continuent aussi à s'élever en Angleterre contre le tarif des Etats-Unis. Plus on l'étudie, plus on comprend le tort qu'il doit faire au commerce honnête; car, pour ce qui est de la contrebande, elle y gagnera beaucoup. Les maisons de banque qui jusqu'ici avaient fait des avances sur marchandises consignées à l'Amérique, viennent de fermer leurs crédits, convaincues qu'ils n'y a guère plus qu'à perdre avec leurs clients.

La correspondance particulière de la *Gazette d'Augsbourg* contient ce qui suit, sous la date de Paris, 1er octobre :

« Dans la question du droit de visite, ont s'est tout à fait rapproché de l'opinion américaine. Le général Cass et M. Everett ont eu une conférence avec M. le comte de Saint-Aulaire, sous la présidence de M. Guizot. Il a déjà été remis probablement au cabinet anglais un projet de nouveau traité pour empêcher la traite. Ce traité remplacerait les traités non ratifiés de 1841 et les conventions de 1831 et 1833. »

Nous désirons qu'il n'y ait rien à démentir dans cette nouvelle. La révocation des conventions faites il y a dix ans est, comme nous l'avons déjà dit, une nécessité à laquelle tout le monde doit obéir. Les journaux anglais le reconnaissent eux-mêmes involontairement. Aujourd'hui, par exemple, le *Morning-Herald* déclare que l'irration qui règne dans la marine française expose à tout instant les officiers de la marine anglaise à une collision. Cela est vrai. Eh bien ! il est de l'intérêt des deux pays d'éviter cette collision, par conséquent de couper court à toutes les occasions qui pourraient l'amener. A ce point de vue, qui est parfaitement exact, c'est surtout dans une pensée de paix que la révocation des conventions de 1831 et de 1833 est demandée, et voilà précisément pourquoi le gouvernement français, le gouvernement anglais, doivent tenir grand compte du sentiment public et des réclamations qui éclatent de toutes parts en France.

Les nouvelles de l'Inde ont été ce mois-ci en retard. Celles de Bombay vont jusqu'au 13 août; elles offrent peu d'intérêt, et n'apportent aucun fait nouveau. Les armées anglaises sont toujours dans les mêmes positions dans l'Afghanistan. On dit que le général Nott, qui occupe Candahar, a reçu du major-général Pollock, qui est toujours à Jellalabad, l'ordre de venir faire sa jonction avec lui pour marcher de concert vers Caboul. C'est sur cet *on dit* que s'exerce les controverses de la presse indienne: une partie de la presse anglaise, à son tour, part de là pour nier l'authenticité de l'ordre d'évacuation de l'Afghanistan qu'on assure avoir été donné par lord Ellenborough, gouverneur-général de l'Inde. Les maladies, et surtout la dyssentérie, continuent à décimer l'armée anglaise. En Chine, la flotte anglaise, après s'être emparée de Chapoo, l'entrepôt du commerce de la Chine avec le Japon, l'a évacuée peu de jours après en détruisant les fortifications. La ville de Tiug-Hai a été aussi abandonnée par les forces anglaises. Il n'a été encore rien décidé, relativement à la marche sur Pékin, que plusieurs personnes considèrent comme le seul moyen de mettre à fin cette guerre. Quelques journaux anglais ont parlé d'une sorte de conspiration chinoise en faveur des Anglais, et qui se proposerait de détrôner l'empereur et d'établir, je crois (Dieu me pardonne !) un gouvernement constitutionnel. L'absurdité de ce bruit lui donne une place distinguée parmi les meilleurs *hoax* de la presse anglaise.

Lorsque les Chinois ont essayé de reprendre Chuzan en incendiant l'escadrille que les Anglais avaient laissée dans le port, le principal brûlot se dirigea sur la frégate française l'*Erigone*, capitaine Cécile. Ce brave officier évita le brûlot et parvint ensuite le détruire. Les Anglais, obligés de reconnaître ce service, qui a sauvé leur escadrille et peut-être l'île de Chuzan, s'en dédommagent en accusant la France d'intriguer en Chine. Sans s'arrêter, comme on le pense bien, à une si folle accusation, le capitaine Cécile s'est dirigé vers le nord à la suite de l'expédition qui va tenter de s'emparer des voies fluviales et des canaux qui servent à l'approvisionnement de Pékin. Une frégate américaine, que les Anglais ne voient pas d'un œil meilleur, ac-